



vie politique des années 50

Voilà quelques décennies déjà que Marc Bloch, dans l'«Apologie pour l'histoire du métier d'historien», affirmait que «l'incompréhension du présent naît fatalement de l'ignorance du passé» et que «l'ignorance du passé ne se borne pas à nuire à la connaissance du présent, elle compromet, dans le présent, l'action même». Sa réflexion, valable d'une manière générale, l'est en particulier en ce qui concerne les problèmes politiques d'ensemble que doit résoudre Madagascar actuellement. Lutte pour la souveraineté nationale, déséquilibre régional, unité nationale, autant de problèmes que le pays s'efforce de résoudre de nos jours, mais que les prédécesseurs des politiciens de notre époque ont déjà non seulement évoqués, mais encore essayé de résoudre. Ou du moins, ils s'y sont déjà penchés et ont voulu y apporter des solutions à leur niveau. Les racines de ces problèmes plongent jusque dans les péripéties de l'histoire du siècle dernier, voire même des siècles plus reculés. Mais c'est surtout dans les années 50, période où se prépare la décolonisation du pays, qu'ils commencèrent à se poser de manière sérieuse et urgente, lorsqu'il était question d'indépendance après quelque demi-siècle de colonisation française. La vie politique actuelle, et les grands thèmes du moment dépendent ainsi étroitement de ceux de cette période juste antérieure à l'indépendance de 1960. L'étude de cette période des années 50, si fertile en événements, est certainement intéressante à plus d'un titre. Il semble aussi relativement aisé de l'étudier étant donné qu'il s'agit d'une époque très



quante et problèmes actuels

contemporaine et on peut encore entrer en contact avec beaucoup d'acteurs et de témoins. Il n'en reste pas moins que l'historien se trouve quelque peu handicapé dans son approche de la réalité. Il ne peut disposer, bien entendu, des archives publiques d'une période atteignant à peine 30 ans. Certaines organisations politiques, qui ont survécu jusqu'à nos jours, ont bien voulu nous permettre d'accéder à leurs archives, mais d'une part, ce n'est pas le cas général et, d'autre part, pour la majorité d'entre elles, les archives n'ont pu être conservées à cause des poursuites administratives dont elles ont été l'objet, ou tout simplement faute de locaux pour les conserver. Quant aux témoignages des acteurs de la vie politique de cette période, ils ont l'avantage d'être nombreux et souvent détaillés. Cependant le temps n'a pas encore pu éteindre les passions et le fait de réévoquer les événements ravive celles-ci, de sorte que l'historien se doit de faire la part des choses pour pouvoir rétablir les faits. Enfin, il n'est pas toujours aisé d'évoquer ou d'analyser les activités de tel ou tel personnage encore vivant ou dont les descendants directs sont là, occupant le devant de la scène politique actuelle — la permanence du personnel politique est, en effet, frappante —. Certains faits, certaines actions, qui avaient leur raison d'être à leur époque, risquent d'être mal interprétés, voire même mal jugés 30 ans après avec tous les changements politiques survenus depuis. Pourtant, cette vie politique des années 50 conditionne dans une large mesure celle que nous vivons actuellement.

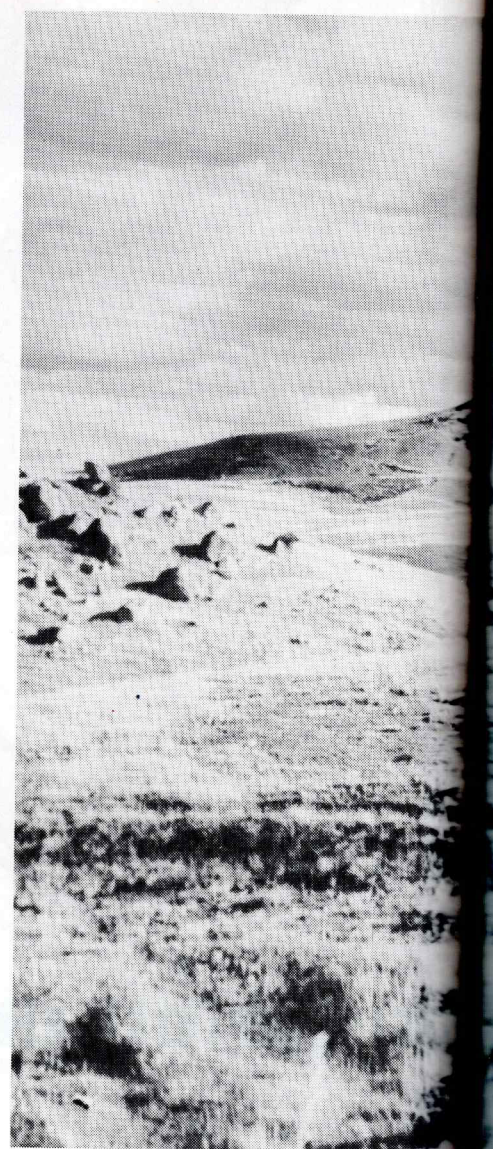
Un colloque portant sur l'histoire et la civilisation du Nord-Ouest Malgache se tiendra à Majunga du 13 au 18 avril 1981. Il fait suite au colloque de Tuléar dont nous avons rendu compte dans le n° 43 de Recherche, Pédagogie et Culture.

Les Malgaches ont été écartés, depuis le début de la colonisation française, de toute vie politique. Réduits au rang de sujets, ne jouissant d'aucun droit civique, ils étaient en principe condamnés au silence. Cependant la résistance à la colonisation s'est organisée dès le début de ce régime : avec le mouvement des Menalamba (1), la résistance à l'envahisseur gagne les régions situées autour de l'Imerina, dans le Vakinankaratra, l'Itasy ; dans le nord-ouest, le sud-est, le sud, les Malgaches résistent longtemps, les armes à la main, à la « pacification ». En outre, le mouvement national s'organise dès la veille de la première guerre mondiale dans le cadre de la V.V.S. (2). Cette société secrète est réprimée avec d'autant plus de sévérité qu'elle est en activité en pleine guerre, en 1915. Mais c'est surtout dans les années 20 et 30 que le mouvement national malgache se développe, dans l'illégalité toujours, autour de Jean Ralaimongo. Il ne réussit cependant encore à toucher que peu de Malgaches, vu les conditions politiques de l'époque. Militant surtout dans la capitale et dans le nord, dans la région de Diégo-

Suarez, où se sont installés bon nombre de colons français, ces nationalistes réclamaient l'abolition de l'indigénat, dénonçaient l'oppression coloniale, et demandaient l'accession des Malgaches au statut de citoyens français (3). Avec l'avènement du Front Populaire, les partisans de Jean Ralaimongo peuvent s'exprimer plus qu'auparavant. Le mouvement s'étend et les premiers syndicats voient le jour, sous l'égide de la C.g.t. et de la C.f.t.c., sans pour autant parvenir à gagner la masse des Malgaches.

les débuts d'une vie politique

Ce n'est qu'à partir de 1945 que l'on peut parler d'une véritable vie politique pour les Malgaches. Dans l'ambiance de liberté qui règne alors dans les colonies françaises et avec les élections des membres de l'Assemblée législative, se créent les premiers partis malgaches en 1946. Ils se prononcent pour l'indépendance de Madagascar. Le Parti Démocratique Malgache (P.d.m.) réclame une indépendance progressive suivant la Charte de San Francisco, tandis que le Mouvement Démocratique pour la Révolution Malgache (M.d.r.m.) veut une indépendance intégrale, puis dans le cadre de l'Union Française. Ce mouvement se répand dans de larges couches de la population de l'Ile. Devant le succès des partisans de l'indépendance est aussi créé en juillet 1946 le Parti des déshérités de Madagascar (Padesm) qui, de son côté, proclame sa loyauté envers la France et qui obtient surtout l'adhésion des notables des régions côtières. Le succès incontestable du M.d.r.m. se manifeste en particulier par l'élection de ses membres comme députés

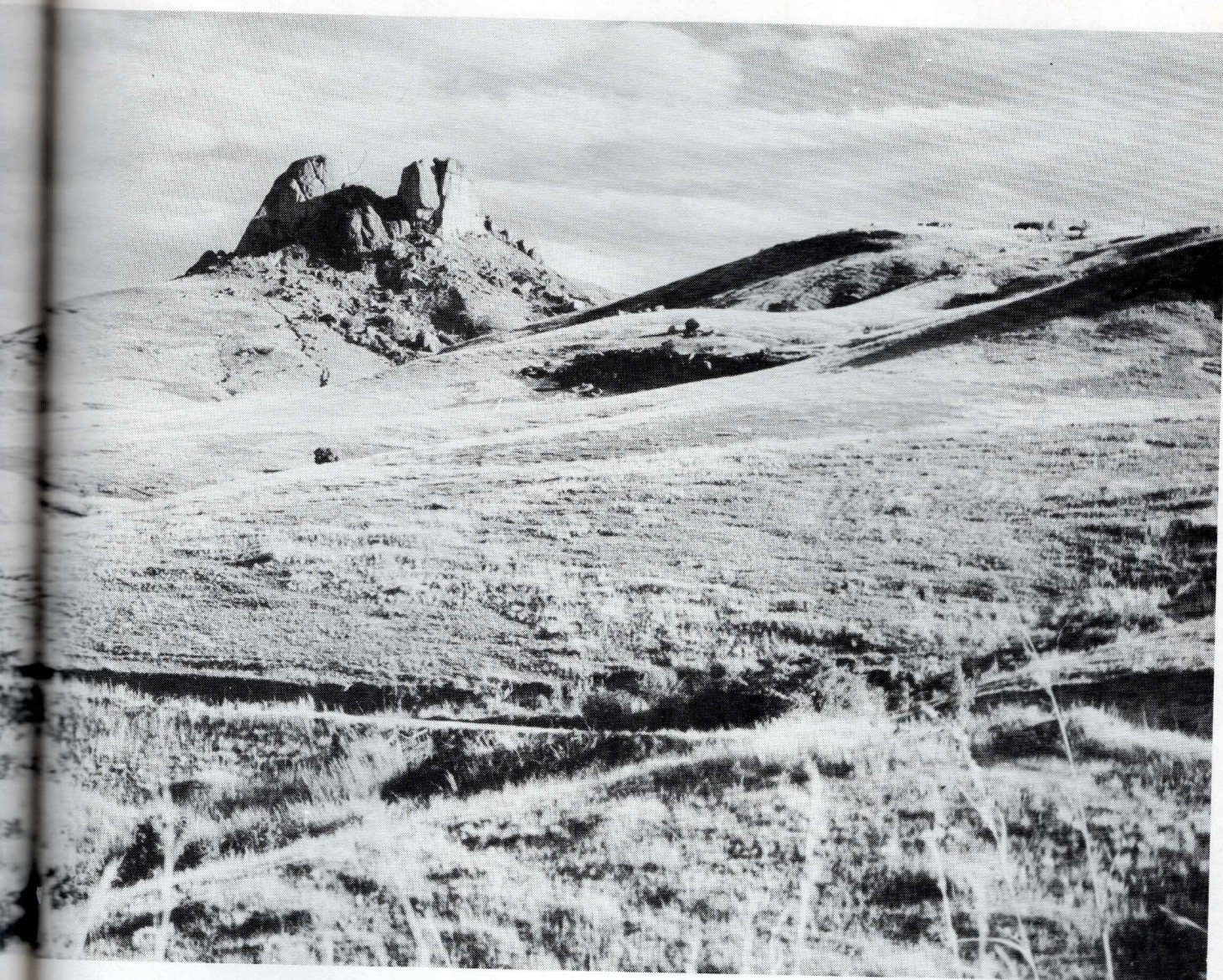


à l'Assemblée nationale et les assemblées locales comportent aussi en majorité des élus de ce mouvement. Mais le nationalisme malgache se trouve arrêté pour un temps par l'insurrection de mars-avril 1947, qui affecte toute la partie orientale de l'Ile (4). Celle-ci est-elle à mettre à l'actif du M.d.r.m., comme l'affirme le Padesm et l'administration? Ou bien est-elle au contraire due à des provocations de celle-ci comme soutiennent les partisans du M.d.r.m.? Les historiens contemporains pensent qu'il s'agit d'une insurrection authentique des opprimés de la colonisation française qui entendent se libérer du joug colonial. Quoi qu'il en soit, le mouvement national est victime d'une sévère répression qui le prive de ses leaders et du princi-

(1) C'est-à-dire ceux dont le lamba est rouge de poussière.

(2) C'est une société clandestine formée à Antananarivo en 1913, qui recrutait ses membres parmi les étudiants, les employés de commerce et les instituteurs privés. Selon l'un des responsables, son but était l'« élévation de la race malgache par la recherche d'une perfection morale, matérielle et intellectuelle ».

(3) Le mouvement national malgache de cette période a été étudié notamment dans les ouvrages suivants ; Domenichini (J.P.), **Jean Ralaimongo et l'origine du mouvement national malgache**, Paris, 1961 - Rabearimanana (L.) « La presse d'opinion à Madagascar de 1947 à 1956. Contribution à l'histoire du nationalisme malgache du lendemain de l'Insurrection à la veille de la Loi-Cadre », Antananarivo, Paris 1978.



pal parti qui est son porte-parole, le M.d.r.m. (5). L'état de siège est institué dans de nombreuses localités de l'est, tandis que la répression coûte 90 000 vies humaines, suivant les chiffres officiels. Les autres partis nationalistes, le P.d.m. et le M.s.m (6)

(4) Les événements de 1947 sont traités par Jacques Tronchon dans *L'insurrection malgache de 1947*, Maspéro, 1970 et par Lucile Rabearimanana *op. cit.*

(5) Le parti est dissout en mai 1947, ses principaux dirigeants arrêtés et détenus. Le «grand procès» de 1948 décide deux condamnations à mort et plusieurs condamnations aux travaux forcés.

(6) Le Mouvement Social Malgache, d'obédience catholique, préconise une indépendance à long terme et après que des progrès aient été accomplis par les Malgaches dans le domaine économique et social.

existent toujours mais sont pratiquement voués à l'inaction et sont en tout cas dans l'obligation de tempérer leurs revendications. La presse nationaliste est aussi la grande victime de cette répression, puisqu'elle est pratiquement muselée par des décrets d'exception : saisies et suspensions de numéros, arrestations et emprisonnements de journalistes pleuvent jusqu'en 1956, date de la Loi-Cadre.

La vie politique malgache se trouve donc à nouveau en veilleuse après la période d'intenses activités d'avant l'Insurrection. La revendication de l'indépendance semble vouée à l'oubli au lendemain de celle-ci avec l'ambiance de terreur consécutive à la répression. Pourtant, même au plus fort de la répression, la voix

du mouvement nationaliste ne cesse de se faire entendre par le biais de la presse, une presse moins abondante qu'auparavant, mais une presse audacieuse vu les conditions politico-juridiques dans lesquelles elle doit paraître. Du lendemain de l'Insurrection à la Loi-Cadre donc, les journaux constituent les seules structures de lutte, ou presque, du mouvement nationaliste. Les Malgaches doivent se cantonner dans un silence prudent et l'échiquier politique se trouve aussi sensiblement réduit. D'un côté les membres du Padesm qui soutiennent le régime colonial et la présence française et de l'autre ceux qui militent pour l'émancipation du pays. Parmi ces derniers, il faut distinguer les simples autonomistes, partisans de l'indépendance



mais en même temps favorables au maintien de la présence française, des communistes qui dénoncent avec véhémence les méfaits de l'oppression impérialiste et voudraient le rapprochement avec le bloc socialiste. Mais pendant cette période des années 50, et surtout jusqu'à la Loi-Cadre, il faut remarquer que la vie politique ne touche que la population de la capitale et, dans une moindre mesure, celle des autres villes. Les campagnes tany lavi-tr'andriana (éloignées des autori-

tés centrales), vivent sous l'étroite surveillance d'une administration coloniale plus décidée que jamais à mater toute opposition à la colonisation, et ne peuvent guère exprimer les aspirations nationalistes. Pourtant, celles-ci n'ont pas succombé à la répression et les organes des nationalistes peuvent quand même surmonter les barrages dus à l'administration et se diffuser — avec des différences notables selon les lieux, il est vrai — dans les diverses régions du pays. Les ac-

tivités politiques reprennent à la veille de la Loi-Cadre, à partir de 1955, alors que l'idée d'indépendance gagne de plus en plus d'adhérents et que les conditions politiques s'avèrent meilleures. Se créent alors, à l'occasion de diverses élections consécutives à la Loi-Cadre, des comités électoraux et un grand nombre de partis politiques, non seulement dans la capitale, mais encore dans les villes de provinces dont le poids se fait de plus en plus sentir grâce aux nouvelles insti-



tutions. Cependant, il ne s'agit pas de partis au sens courant du terme. En dehors de l'Union du Peuple Malgache groupant les communistes, ce sont des partis sans idéologie élaborée, nés à la veille des élections et qui n'ont aucune base populaire. Beaucoup disparaissent d'ailleurs aussi vite qu'ils ont été créés. Leurs membres, peu nombreux, sont surtout issus des couches sociales petites bourgeoises ou bourgeoises des villes. Les politiciens malgaches sont ainsi, à l'o-

rigine — entre 1955 et 1959 surtout — éparpillés en de nombreuses petites organisations qui se critiquent très souvent entre elles. Ce qu'il est intéressant de remarquer, c'est que tous, même ceux qui proviennent de l'écclatement du Padesm en 1956, ont adopté comme cheval de bataille l'indépendance, considérée désormais comme inévitable. C'était donc à qui serait entendu par les dirigeants français. Dans cette course, le Parti social démocrate (P.s.d.) issu de l'aile gauche du Padesm, soutenu par le gouvernement, et qui s'est taillé la part du lion dans le partage des sièges des diverses assemblées, était gagnant dès le départ. Il avait, dans son 5^e congrès national en août 1959, réclamé « l'indépendance dans un minimum de temps » (7). Le problème essentiel sur lequel se concentre l'effort de la plupart des politiciens malgaches des années 50 reste ainsi la recherche de la souveraineté nationale.

la lutte pour la souveraineté nationale

Les membres du M.d.r.m. disséminés dans les campagnes malgaches réclamaient une « indépendance intégrale et immédiate » avant l'Insurrection. Le régime de terreur qui règne après celle-ci ne réussit pas à tuer cette velléité d'émancipation chez les Malgaches. Tous les maux dont ils souffrent : la spoliation des terres, le caractère dérisoire des salaires, la lourdeur des impôts, etc. viennent du fait qu'ils ne sont pas maîtres de leur destinée. La base du problème malgache est donc politique. C'est du moins ce que pensent les nationalistes malgaches. Tant que le pays ne sera pas indépendant, quelles que soient les œuvres sociales accomplies dans le pays, le problème malgache restera entier. Seule l'indépendance résoudra tous les autres problèmes. Ce nouveau statut réclamé semble

la solution providentielle, sinon magique, qui permettrait d'effacer toutes les injustices sociales et ferait accéder les Malgaches à une vie meilleure. C'est un statut idéal où les dirigeants ne gouverneraient que pour le bien de la totalité de la population et où les impôts ne seraient dépensés que dans l'intérêt du peuple malgache tout entier, sans distinction d'ethnies, ni de classes sociales. Telle est la vision que les politiciens autonomistes avaient de l'indépendance, une vision partagée par bon nombre de Malgaches d'autant plus qu'elle apparaissait lointaine, voire presque inaccessible, après l'Insurrection. Les loyalistes à la cause coloniale et les modérés de leur côté pensaient — du moins jusque vers 1955 — qu'au contraire, le problème malgache est un problème économique et social et qu'il fallait tracer des routes, créer des écoles, construire des hôpitaux pour que les Malgaches soient plus heureux. L'indépendance, ils ne l'envisageaient guère que pour un avenir lointain.

Quant au régime préconisé par les autonomistes, il reste vague au début. Les idées se précisant par la suite, Madagascar serait, à leur avis, sous un régime libéral à l'occidentale. La France restant le modèle, il y aurait le multipartisme, en même temps que règneraient les libertés démocratiques. Les communistes, de leur côté, penchent pour un régime socialiste tel qu'il existe dans les démocraties populaires et en particulier en U.R.S.S. Cependant, ils ne peuvent trop faire entendre leurs voix dans ce domaine, vu l'anticommunisme généralisé qui règne dans un pays où les missions catholiques exercent une forte emprise et où l'administration pourchasse les nationalistes en général et les communistes en particulier. Mais cela n'empêche nullement les communistes de diffuser leurs journaux dans tout le pays malgré les énormes difficultés qu'ils ont à surmonter. Cependant, quelle que soit l'ardeur des nationalistes à réclamer la souveraineté pour leur pays, ils n'envisagent pour y parvenir que la voie pacifique et légale. La répression

(7) L'ITALIEN (R.), *Madagascar 1956-1960. Une étape vers la décolonisation. Etude d'opinion à travers la presse malgache francophone*. Paris, 1975, p. 226.

consécutive à l'Insurrection n'est sans doute pas étrangère à l'adoption d'une attitude aussi modérée. Mais l'origine des politiciens — issus des milieux aisés de la capitale dans l'ensemble — contribue aussi à cette prise de position. Ils ne réclament que ce que la France a promis et qui est contenu dans la constitution de la IV^e République. Seule la discussion entre les représentants de Madagascar et le gouvernement français peut donc permettre l'obtention du statut désiré : la liberté au sein de l'Union Française. Et tant que le personnel politique n'aura pas touché la masse de la population, ce sera toujours cette voie qui sera préconisée à Madagascar dans les luttes politiques (8).

La lutte pour la souveraineté nationale revêt aussi un autre aspect. Madagascar indépendant ne peut survivre seul, face aux deux blocs. Tous les politiciens l'admettent. C'est sur le choix du camp sur lequel ils veulent aligner le pays que se produit la divergence. Il n'était pas encore question à l'époque de non-alignement ni de « politique tous azimuts » comme celle préconisée par le président de la R.d.m. Et chacune des tendances politiques a choisi son camp. Pour la grande majorité des politiciens favorables à l'indépendance, il s'agit du camp occidental, et plus précisément de l'orbite française. Le nouveau statut ne signifie nullement le renvoi des Français. Ils se prononcent contre le régime colonial oppressif pour les Malgaches, mais ils pensent que la présence de la France est encore nécessaire aux Malgaches car, « même si certains Français colonialistes n'ont fait qu'exploiter les Malgaches, il faut reconnaître que la France a fait du bien à Madagascar » (9). Telle est aussi l'opinion des dirigeants du P.s.d. lorsqu'à partir de 1958, ils sont au pouvoir. Ils pensent en particulier aux avantages économiques que Madagascar pourrait retirer de la

présence française (10). En outre, rejeter la présence française se serait s'exposer aux appétits des autres Occidentaux, les U.s.a. et l'Afrique du Sud en particulier. Mais surtout, ils agitent l'épouvantail du communisme comme guettant un Madagascar indépendant qui se désolidariserait de la France. Et de faire du régime soviétique des descriptions déformées et méprisantes. L'anticommunisme fait rage surtout lorsqu'en 1956, il faut élire les membres des assemblées locales et qu'une certaine liberté permet à tous de s'exprimer. Alors les nationalistes des différents partis, les catholiques, les protestants, tous s'appliquaient à dénigrer les communistes et ceux qui s'alliaient à eux. Mais l'équipe des communistes n'a jamais désarmé. Formée à l'origine d'une poignée d'hommes, pourchassée par l'administration, fustigée par les autres politiciens, elle a réussi à se maintenir contre vents et marées jusqu'à nos jours en militant jusqu'en 1956 au sein d'un organisme d'entraide, le **Fifanampiana Malagasy** et en diffusant un journal (11). Pour cette équipe, l'indépendance ne doit pas être une fin en soi. Elle devrait déboucher sur une option socialiste, qui serait la véritable solution au problème du pays. « Aussi bien le régime politique des temps les plus reculés que la structure du gouvernement des ancêtres nous enseignent que c'est l'Etat socialiste qui convient le mieux au pays » (12). Et pour obtenir l'indépendance, il faudrait la collaboration de toutes les forces anti-impérialistes du monde entier. Ces deux tendances irréductibles du mouvement nationaliste malgache continuent d'exister de nos jours. La première a triomphé sous le régime P.s.d., au pouvoir de 1960 à 1972. Avec l'ouverture vers l'Est préconisée par Didier Ratsiraka dans le cadre de la politique tous azimuts, la seconde tendance semble gagner du terrain. Mais la lutte se poursuit entre elles. Ainsi le problème

de la souveraineté nationale continue de se poser même de nos jours, un problème évoqué dès les années 50, quoique sous des formes quelque peu différentes. Quoi qu'il en soit, l'obtention de l'indépendance pose aussi un problème interne : celui du déséquilibre entre les régions.

déséquilibre régional et unité nationale

La décentralisation constitue l'un des grands principes du gouvernement actuel. Mais le problème du déséquilibre régional, au détriment des régions côtières que maints politiciens dénoncent de nos jours était lui aussi déjà évoqué dans les années 50. Les réalités malgaches révèlent, en effet, que dans le domaine de l'enseignement en particulier, la région d'Antananarivo se trouve avantagée par rapport aux régions côtières. Cette situation date de la période précoloniale, du début du XIX^e siècle qui voit l'installation des missionnaires protestants de la L.m.s. en pays merina (13) tandis que la côte se trouve délibérément délaissée. Dès le XIX^e siècle donc, les habitants du Centre sont scolarisés, tandis que ceux de la Côte ont du attendre la colonisation pour voir l'ouverture des premières écoles. Le déséquilibre régional sur le plan scolaire se poursuit pendant la colonisation dans la mesure où les lycées se concentrent tous à Antananarivo, de même qu'un embryon d'université est créé dans cette même ville après 1945. Ainsi, selon le sénateur Norbert Zafimahova (14) qui écrit dans l'organe de l'Association culturelle des intellectuels malgaches côtiers : « Madagascar avait et a encore deux catégories de populations : les Merina d'une part, les côtiers et les autres

(8) Par exemple en 1971, le Monima qui s'appuie sur une base paysanne se soulève les armes à la main contre les autorités en place.

(9) Kintan'i Madagasikara, n° 90 du 3 octobre 1951.

(10) L'ITALIEN (R.) op. cit., p. 241.

(11) 6 journaux se sont succédés l'un après l'autre, vu les poursuites incessantes de l'administration.

(12) Tari-Dàlana, n° 6 du 12 août 1949.

(13) S'installent aussi, dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, la mission catholique et d'autres missions protestantes. Mais tous exercent leurs activités presque exclusivement sur les Hautes Terres Centrales.

(14) Ce sénateur originaire du sud-est fait partie du Padesm qui s'adresse aux « 17 tribus de l'île et aux anciens esclaves de l'Imerina ».



d'autre part. La première catégorie avait sur la seconde une avance assez importante. Cet état de fait avait créé une différence de conditions et deux classes dans la société malgache.» (15) L'élite intellectuelle malgache se recrute donc pendant longtemps parmi les seuls habitants d'Antananarivo.

Ce problème du déséquilibre régional en matière d'enseignement, c'est en premier lieu la presse loyaliste qui l'évoque, se considérant comme le porte-parole des régions côtières. Elle constate tout d'abord qu'en 1949, 30 % seulement des enfants d'âge scolaire sont en fait scolarisés. Aussi Philibert Tsiranana reproche-t-il aux Français leur politique qui sacrifie l'enseignement : « Les Français sont à Madagascar depuis 55 ans. Pourquoi ne s'est-on pas préoccupé de l'enseignement depuis le début ? » (16) Mais surtout

les écoles primaires se concentrent sur les Hautes Terres centrales, de sorte que les côtiers sont à 90 % analphabètes. De même les écoles régionales sont très insuffisantes, en nombre surtout, sur les côtes. Enfin, concernant les bacheliers, l'Acimco (17) « porte à la connaissance de tout le rang côtier que, sur plus de 200 étudiants malgaches répartis dans toute la France, on ne relève que 9 côtiers qui, pour une population de 3 millions d'habitants, accusent un déséquilibre intellectuel navrant, sinon inquiétant, comparativement à 200 étudiants du centre représentant fièrement les 1,5 millions des leurs. » (18) Parmi les politiciens tananariviens, seuls les communistes se sont aussi penchés sur ce problème de l'inégale répartition de l'enseignement et, d'une manière générale, sur l'insuffisance des écoles dans le pays. Communistes et loyalistes — d'accord pour une fois — mêlent leurs voix pour déclencher la sonnette d'alarme sur le problème. Le but de la création de l'Acimco est justement « d'ap-

porter une solution urgente au problème culturel côtier qui s'avère de plus en plus grave étant donné le coefficient de recul et de retard toujours croissant dans le développement intellectuel côtier. » (19) Il faudrait que 30 % du budget du territoire et non pas 9,15 % comme en 1950 soient consacrés à l'enseignement. Dès 1952, Philibert Tsiranana propose la décentralisation de l'enseignement pour qu'il y ait équilibre entre Antananarivo et les provinces. Il faudrait ainsi construire une « école régionale par tribu », des collèges et des lycées sur les côtes. Quant aux Merina, qui sont avancés par rapport aux autres, ils devraient œuvrer de toutes leurs forces pour que les côtiers puissent arriver au même point qu'eux sur le plan de l'enseignement. En attendant aussi, il demande que la moitié des places dans les internats de

(15) *Ny Antsika*, n° 84 du 23 octobre 1953.

(16) *Voromahery*, n° 192 du 3 octobre 1950.

(17) Association culturelle des intellectuels malgaches côtiers.

(18) *Voromahery*, n° 171, 17 janvier 1950.

(19) *Voromahery*, n° 192, 3 octobre 1950.

la capitale soit réservée aux côtiers. Les premiers lycées de province sont ouverts après la Loi-Cadre et surtout après 1958. Mais jusqu'à nos jours, nous le savons, le problème continue de se poser. La décentralisation est réclamée avec tellement de vigueur qu'aucun gouvernement n'oserait l'ignorer. Quant au désintérêt que manifestent les politiciens tananariviens de l'époque vis-à-vis de ce problème, il s'explique en particulier par leur origine géographique, ainsi que par celle de leurs électeurs. La plupart proviennent de la région centrale et ne semblent guère préoccupés par les problèmes des habitants de la côte. Ils se soucient plus de ceux des étudiants malgaches en France, lesquels viennent en grande majorité, nous l'avons vu, de la capitale.

De même, un autre problème préoccupe les loyalistes : le très faible pourcentage des intellectuels issus des couches populaires. Et le mot « démocratisation » est déjà prononcé en 1950 dans **Voromahery**, pour qui « il est regrettable de signaler que les quelques établissements d'enseignement secondaire se trouvant à Tananarive ne sont pas accessibles à toutes les classes sociales malgaches et, l'admission à ces établissements étant de plus subordonnée à des conditions de vie au-dessus de la moyenne restent seulement à la portée de certains privilégiés ; l'enseignement secondaire jusqu'ici demeure strictement réservé aux fils de familles aisées. Mais nous souhaitons voir le fils du pauvre comme celui du riche pouvoir accéder au même degré d'instruction quant à l'enseignement secondaire. » (20) **Voromahery** insiste aussi sur le fait que l'instruction est moins accessible aux côtiers à cause de toutes ces conditions.

Mais il n'y a pas que les établissements d'enseignement qui se concentrent à Antananarivo. Toutes les décisions politiques ou administratives importantes sont aussi prises dans la capitale, laquelle constitue ainsi le cerveau du territoire. Les porte-

parole des notables des régions côtières se plaignent de cette trop grande centralisation. Le régime colonial a déjà procédé à une certaine décentralisation lorsqu'en novembre 1946 un décret réorganisa l'administration en divisant Madagascar en « 5 provinces » d'importance à peu près comparable, soit par leur population, soit par leur superficie » (21). Chaque province est dotée de services provinciaux autonomes des directions centrales de la capitale et l'autorité des chefs de province s'étend aussi sur l'armée et la gendarmerie. Cette mesure de décentralisation inquiète les politiciens tananariviens qui y voient une manœuvre pour diviser les Malgaches pour mieux les exploiter. Ils sont d'autant plus alarmés que le Haut Commissaire, M. de Chevigné, révèle en février 1950 l'existence d'un projet de textes sur la transformation de Madagascar en fédération. Pour eux, il s'agit d'une nouvelle application de la devise « diviser pour régner ». Pour eux en effet, il existe un peuple malgache unique et indivisible, une nation malgache. Tout le problème est là. L'unité nationale malgache est-elle restée sur le plan des mythes dans les années 50, ou est-elle déjà devenue réalité ? Les trois tendances politiques ont chacune leur manière de voir la situation. La grande masse des politiciens tananariviens pense qu'il existe bien une nation malgache édifiée depuis le XVII^e et le XVIII^e siècles. Et « toute manœuvre tendant à diviser les Malgaches, pense R.W. Rabemananjara, est une insulte grave à notre sentiment de la patrie. » (22) Ils s'appuient pour cela sur l'unité de la langue malgache, malgré l'existence des dialectes, sur le fait que beaucoup de coutumes se retrouvent dans le pays tout entier. En particulier, pour eux, l'Insurrection de 1947 est le soulèvement de tout un peuple, sans distinction d'ethnies, contre la colonisation française. Les communistes

(21) MASSIOT (H.), *L'administration publique à Madagascar*. Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1971.

(22) *Gazetin'i Madagasikara*, n° 23 du 15 janvier 1951.



(20) **Voromahery**, n° 187 du 1^{er} août 1950.

complètent cette analyse en soulignant qu'il existe effectivement des divisions entre Malgaches, mais des divisions basées sur des critères socio-économiques objectifs. Il y a donc solidarité de classe et non cohésion ethnique. Vouloir accorder une certaine autonomie aux provinces signifie donc pour eux diviser les Malgaches pour une plus grande sujétion des côtiers. Car cela «se traduira par une contrainte exercée sur les côtiers pour qu'ils ne fassent pas de progrès, surtout en matière de savoir. Ils seraient alors plus enclins à accepter les tromperies et il serait facile aux colonialistes de piller les innombrables richesses malgaches que renferment les côtes.» (23).

Les nationalistes tananariviens croient que l'unité nationale est donc bel et bien une réalité. Ils ne peuvent donc que s'insurger contre toute mesure jugée nuisible à cette unité. Mais les membres du Padesm ne partagent pas du tout cette idée. Ils fondent la division entre Malgaches sur un critère ethnique et ont tendance à opposer les habitants des côtes dans leur ensemble à ceux de la région d'Antananarivo. Pour eux, il n'existe pas d'unité nationale, mais 18 ethnies (couramment dénommées tribus) ayant chacune leur individualité propre, 18 ethnies rivales entre elles. «Ces tribus engagèrent des conflits réciproques les unes contre les autres et finalement, les Imeriniens, aidés par un concours de circonstances internes exceptionnelles, semèrent l'esclavagisme, le commerce humain d'où prenait naissance cette suprématie aléatoire heureusement anéantie par la France, laquelle codifiait l'unification des tribus malgaches.» (24) Nous sommes ici au cœur du problème posé par le tribalisme à Madagascar. Une conscience nationale existe-t-elle bien parmi les Malgaches des années 50? N'ont-ils pas dépassé, pour la période qui nous concerne, la conscience tribale? En tout cas,

les loyalistes à la cause de la colonisation française pensent que, du fait de l'hégémonie merina du XIX^e siècle, leur ennemi, c'est non pas l'administration coloniale et le colonialisme, mais l'oligarchie merina. S'ils se prononcent pour le maintien du régime colonial c'est par peur d'un retour de la domination merina sur les côtes en cas de retrait des Français. Ne concevant pas du tout l'existence d'une unité nationale, ils pensent que, si les Merina demandent l'indépendance, ce serait pour eux seulement, et non pour tous les Malgaches. Ils tiennent donc au régime colonial et approuvent toute décision tendant à doter les régions côtières d'un certain pouvoir, toute décentralisation administrative donc. «Depuis 50 ans que la France est à Madagascar avec toutes ses institutions, la création des provinces est celle qui tient le plus compte de l'existence des côtiers et de leurs droits. Supprimer les provinces, mais y pensez-vous? C'est un crime à notre endroit.» (25)

Cette complète divergence de vues entre membres du Padesm et politiciens tananariviens semble irréductible, les uns insistant sur l'existence d'une unité nationale, les autres mettant l'accent sur les divisions ethniques et la conscience tribale. Pourtant, les uns comme les autres font preuve d'un sentiment tribaliste incontestable. Cela s'est manifesté en particulier lors de L'insurrection de 1947. Les membres du Padesm prenaient le M.d.r.m. et les Merina dans leur ensemble comme responsables des événements. Les politiciens merina du P.d.m. de leur côté jugeaient les «rebelles» comme étant issus des «peuplades les moins évoluées des habitants de l'Ile. Ils sont, hélas! au nombre de ceux qui, par leur infériorité intellectuelle, ne possèdent qu'un faible sens de jugement...» (26) Seule l'équipe des communistes s'efforce de démontrer l'erreur de cette appréciation des événements et de cette analyse et d'expliquer que la division entre Mal-

gaches est en réalité une division de classe. Mais le problème persiste de nos jours et s'aggrave même parfois. En outre, le déséquilibre régional est un fait auquel on ne peut rien. Il plonge ses racines, nous l'avons vu, au XIX^e siècle dans le choix fait par des missionnaires européens de s'installer et de travailler surtout, sinon exclusivement, en Imerina, en délaissant les régions côtières. Cette politique est encore accentuée par la colonisation comme le démontrent les membres du Padesm. Mais les cris angoissés de ces derniers n'ont pas été entendus dans les années 50 par le régime colonial. De nos jours, la lutte pour une véritable décentralisation continue.

Quel camp choisir, l'Ouest ou l'Est? Décentralisation, démocratisation. Des options et des problèmes politiques plus qu'à l'ordre du jour actuellement. Mais des options et des problèmes qui ne datent pas d'aujourd'hui. Dès les années 50, les politiciens peu nombreux, ont fait entendre leur voix à ce sujet, des politiciens divisés et modérés dans leur ensemble quant à leurs revendications. Si les nationalistes réclament l'indépendance, ils ne militent pas pour autant contre la présence française dans le pays. A ce propos, nationalistes tananariviens et membres du P.s.d. sont en parfait accord. Peu nombreux sont, malgré tout, ceux qui, partisans du régime socialiste, réclament le rapprochement avec les pays de l'Est. Quant aux principes de la démocratisation et de la décentralisation, ils étaient évoqués par les membres du Padesm dont la plupart ont adhéré plus tard au P.s.d. Pourtant ces chevaux de bataille ont été pratiquement oubliés pendant la première République malgache. Et si les problèmes se sont posés de manière particulièrement grave dans les années 70, en particulier à la fin du régime Ramanantsoa, n'est-ce pas justement parce qu'on a pas tenu suffisamment compte des combats livrés dans le passé?

(23) Tari-Dalana, n° 13 du 20 janvier 1950.

(24) MASSIOT (H.), *L'administration publique à Madagascar*. Librairie Générale de Droit et de Jurisprudence, 1971.

(25) *Gazet'ny Madagasikara*, n° 23 du 15 janvier 1951.